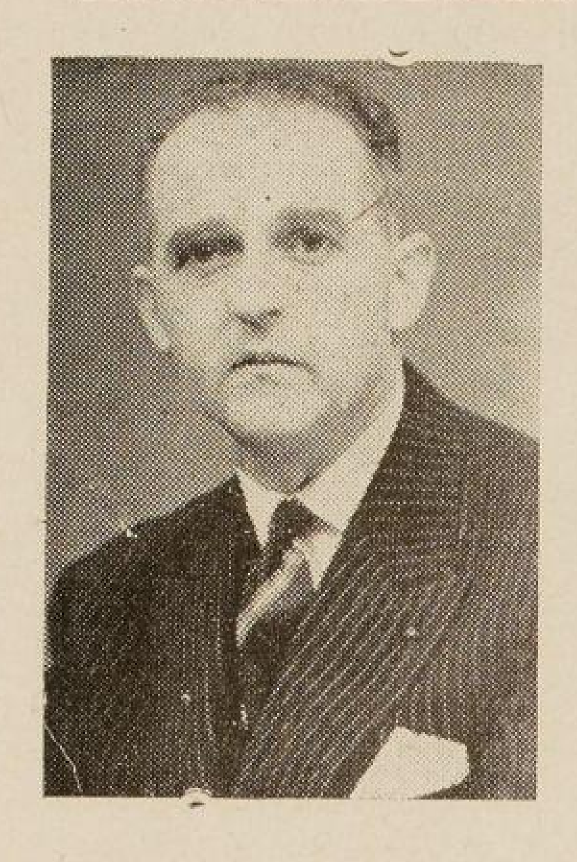
REPUBLIQUE FRANÇAISE CIRCONSCRIPTI ON D'ALENÇON DEPARTEMENT DE L'ORNE



Elections Législatives

du 18 Novembre 1962

Jacques Roulleaux-Dugage

CANDIDAT D'UNION REPUBLICAINE

Aux Electrices et Electeurs

MESDAMES, MESDEMOISELLES, MESSIEURS,

Le Président de la République a maintenant plus de pouvoir que n'en eût au siècle dernier Napoléon III et que n'en a de nos jours le Président des Etats-Unis.

Ce pouvoir réclame en **contre-partie** d'une manière absolue l'élection de Parlementaires attachés par toutes leurs fibres à la défense des grands principes républicains de **Liberté**, d'**Egalité** et de **Fraternité** : tel est mon cas. Nous ne pouvons plus nous contenter d'hommes « inconditionnellement fidèles à un guide tout-puissant » dont **nul ne sait où il veut nous mener**.

Je ne peux en ces quelques lignes développer longuement un « programme ». Je veux simplement exposer quelques idées-clefs, bases de mon action dans la vie politique.

En premier lieu, il faut que soit respectée une atmosphère de **LIBERTÉ**, indispensable à l'épanouissement de la personne humaine qui n'est pas seulement chair mais aussi esprit. Cette défense de la Liberté appelle une séparation absolue des pouvoirs : Législatif, Exécutif et Judiciaire, telle qu'elle est formellement prévue dans la Constitution de 1958 que j'ai votée et fait voter. Le principe de cette séparation doit être **strictement respecté**, sans cela il ne peut y avoir qu'**arbitraire et injustice**.

Cette séparation des pouvoirs doit entraîner une **stabilité gouvernementale réelle**. Je n'ai cessé de **condamner** les crises ministérielles de la IV[e], crises que nous ne voulons et ne pourrons **jamais revoir**. Mais je condamne aussi la « valse » actuelle des ministres, si préjudiciable au bon fonctionnement de l'administration : depuis 1958, une centaine de ministres dont 6 de l'Information, 7 de l'Education Nationale, etc. Cette instabilité explique qu'aucun grand problème intérieur n'ait été résolu depuis 1958 : parité des prix agricoles, réforme fiscale, etc. Au contraire, les impôts ont triplé et la vie n'a cessé d'augmenter. La stabilité gouvernementale sera réellement assurée par le « gouvernement de législature ». Je condamne formellement l'idée de l'U.N.R. de vouloir « politiser » l'Administration.

Grâce à l'impulsion donnée par Antoine Pinay, l'économie du pays se développe : c'est une belle réussite des Indépendants et Paysans. Le **progrès social** doit accompagner et rejoindre ce **développement** économique, de telle sorte que **toutes les catégories sociales**, et tout particulièrement les travailleurs, les salariés, aient leur part des produits accrus. Je n'oublie jamais que la richesse économique d'un peuple ne résulte pas seulement de l'**abondance globale** des biens mais aussi et plus encore de leur **distribution effective** suivant la **JUSTICE**, en vue d'assurer **l'épanouissement personnel** des membres de la communauté : car tel doit être le véritable but de l'Economie Nationale.

En ce qui concerne plus spécialement les **populations rurales,** il faut que leur niveau de vie rejoigne celui des citadins ; il faut que les agriculteurs ne se sentent plus frustrés, qu'ils soient convaincus au contraire que dans le milieu rural aussi ils peuvent développer leur personnalité par leur travail et considérer l'avenir **avec confiance.** Dans ce but, il faut que les milieux ruraux disposent des services essentiels : routes, transports, communications, eau potable, logement, soins médicaux, formation morale et professionnelle, loisirs, etc... ; et tout ce que requiert la maison rurale pour son ameublement et sa modernisation. Toujours dans ce but, il faut que soient réalisées dans le secteur agricole les **transformations** qui regardent les techniques de production, le choix des cultures, les structures des entreprises, telles que les tolère ou requiert la vie économique dans son ensemble. Il faut que le principe de la **parité** des prix soit respecté, tout comme l'inviolabilité du domicile.

La Justice ne peut avoir plein effet que dans le cadre de la **stabilité monétaire.** Je condamne les dépenses de « prestige », telle la Force de Frappe (coût actuellement avoué : 400 milliards) qui mettent en danger cette stabilité.

Cette notion de la Justice doit nous faire tout mettre en œuvre pour que les **jeunes,** tous les jeunes puissent exercer **leur droit au travail,** d'abord dans l'**école de leur choix,** puis dans la profession de leur choix.

Cette notion de la Justice doit également sans cesse nous faire penser aux droits imprescriptibles des **Anciens Combattants,** des victimes de la guerre et déportés, des **Vieux** ; doit aussi nous rappeler que la petite et moyenne propriété agricole, artisanale et professionnelle, commerciale, industrielle doit être garantie et favorisée.

Pour assurer la Paix, il faut que nous **respections nos alliances.** Nous ne pouvons admettre que le pouvoir actuel démantèle l'Alliance Atlantique, en vue d'une politique de neutralisme et de force de frappe nationale périmée : sans les forces américaines stationnées en Europe, l'U.R.S.S. serait rapidement à Brest, là est la seule vérité. A l'abri de ce bouclier de l'Alliance Atlantique, nous devons construire une véritable **Europe Unie,** dans laquelle s'épanouira pleinement le « marché commun ». Tout comme les ministres M.R.P. qui avaient démissionné du Gouvernement, je condamne cette « Europe des patries » dont parle le pouvoir et dont la conception remonte au Tzar Alexandre 1er de Russie !

Electeurs, Electrices, pour un avenir stable et prospère de vos foyers, pour la sécurité de vos lendemains, votez tous sans abstention pour

J. Roulleaux-Dugage

Croix de Guerre 1939-1945 (2 *Citations*)
Médaille Américaine de la Libération
Conseiller Général de l'Orne, Maire de Rouellé
Propriétaire-Exploitant

Candidat d'Union Républicaine

présenté par

le Centre National des Indépendants et Paysans

Agréé par la Fédération Nationale des petites et moyennes entreprises

Imp. du « Publicateur », Domfront.